



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## financement

Question au Gouvernement n° 2020

### Texte de la question

#### FINANCEMENT DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Sandrier, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Claude Sandrier. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

La campagne que mène le Gouvernement sur la question des retraites est une véritable tromperie. Vous avez déclaré que le trou à combler serait de 100 milliards d'euros au moins en 2050. Cela représente 2,5 milliards par an. Or, en huit ans de gouvernement de droite, vous avez dépensé chaque année le double en cadeaux fiscaux, pour l'essentiel en faveur des plus riches. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

Mais cela n'est rien ! Comment dire que la France ne peut plus financer les retraites alors que, en dix ans, les 500 plus grosses fortunes françaises se sont enrichies de 160 milliards d'euros ; que, selon la Cour des comptes, 25 milliards d'exonérations de cotisations sociales ne servent pas à l'emploi ; qu'en vingt ans la part des cotisations patronales est passée de 40 % à 10,5 % ; que le coût fiscal pour la France des paradis fiscaux est d'au moins 50 milliards ; que 4 millions de chômeurs représentent une perte de cotisations de plus de 40 milliards d'euros ; qu'élargir l'assiette des cotisations aux revenus financiers des entreprises rapporterait 20 milliards. Sans parler du stress au travail, qui coûte plusieurs dizaines de milliards d'euros à notre pays.

M. Patrick Roy. Hélas !

M. Jean-Claude Sandrier. Voilà de quoi payer trois à quatre fois le coût des retraites !

Monsieur le Premier ministre, au lieu d'imposer un véritable recul de civilisation à nos compatriotes au profit d'une petite caste de milliardaires, êtes-vous prêt à une vraie réforme, celle d'une autre répartition des richesses, qui paierait largement les retraites de nos concitoyens et leur protection sociale tout en soustrayant une masse d'argent à la spéculation, dont on mesure aujourd'hui les effets désastreux ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Darcos, ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

M. Xavier Darcos, *ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville*. Monsieur le député, une fois de plus, l'opposition n'a d'autre idée que de créer des taxes sur le travail des Français.

(*Protestations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*) Dites clairement, monsieur Sandrier, que vous voulez taxer les livrets d'épargne, les CODEVI, les plans d'épargne logement ! (*Mêmes mouvements.*) Dites clairement que vous voulez priver les Français d'une partie de leur pouvoir d'achat ! (*Mêmes mouvements.*)

Vous nous dites qu'il faut taxer les stock-options. Savez-vous combien on en lève tous les ans ? Pour 2 milliards d'euros qui, déjà, supportent l'impôt sur le revenu et la taxe spéciale que le gouvernement Fillon a créée.

(*Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. Michel Lefait. Sortez vos mouchoirs !

M. Xavier Darcos, *ministre du travail*. Expliquez-moi donc comment, avec une assiette de 2 milliards, vous allez régler un déficit qui avoisine aujourd'hui 30 milliards.

Vous proposez aussi de supprimer les allègements sur les bas salaires, dont je signale qu'ils ont été créés par Mme Aubry pour compenser une partie des effets des 35 heures.

M. Patrick Roy. Caricature !

M. Xavier Darcos, *ministre du travail*. Tous les observateurs savent que toucher aux allègements de charges sociales sur les bas salaires créerait 800 000 chômeurs de plus. (" *C'est faux !* " sur les bancs du groupe GDR et du groupe SRC.)

Faut-il rappeler que c'est cette majorité qui a mis en place un prélèvement sur les stock-options, qui a décidé de taxer au premier euro les plus-values financières, qui a doublé les taxations des retraites chapeaux, qui a prélevé des cotisations sur les parachutes dorés ?

M. Richard Mallié. Eh oui !

M. Xavier Darcos, *ministre du travail*. Plutôt que de donner des leçons, vous auriez dû voter ces mesures ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Claude Sandrier](#)

**Circonscription :** Cher (2<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2020

**Rubrique :** Retraites : généralités

**Ministère interrogé :** Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

**Ministère attributaire :** Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 24 février 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 février 2010